

Libération 20170811

Du golfe d'Aden à la Méditerranée, des migrants assassinés et des ONG entravées

Par [Cécile Brajeul](#) — 11 août 2017 à 20:36

Mis sous pression, les passeurs n'hésitent plus à jeter leurs passagers à la mer, tandis que les associations qui les aident font face à la défiance grandissante des Etats.

- Du golfe d'Aden à la Méditerranée, des migrants assassinés et des ONG entravées

Toujours plus de morts sur les routes de l'exil. 3 501 personnes ont déjà perdu la vie en 2017 en fuyant leur pays selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

Mercredi et jeudi, des passeurs, craignant de se faire intercepter par les autorités, ont jeté 300 Somaliens et Erythréens à la mer, à l'approche des côtes yéménites, dans le golfe d'Aden, rapporte l'organisation qui dépend des Nations unies. Ces meurtres de masse perpétrés sur deux jours sont les premiers dans la zone, selon l'agence. Les victimes sont des mineurs pour la plupart - dont un tiers de jeunes filles - qui n'avaient en moyenne que 16 ans, selon les premières estimations. Des adolescents prêts à risquer leur vie en mer malgré les vents particulièrement violents en cette saison. Qui plus est, pour traverser le Yémen, un pays en guerre où sévit la plus grande épidémie de choléra jamais enregistrée, afin de rejoindre les pays du Golfe.

En Méditerranée, les conditions de passage ne sont pas plus enviables. Mais cela n'empêche pas l'Europe de multiplier les actions de dissuasion au sauvetage. Le gouvernement italien a érigé un code de conduite à destination des ONG, présenté le 25 juillet. Officiellement, ces mesures ont été mises en place pour encadrer l'action humanitaire et éviter toute entente entre ONG et passeurs. Un dernier argument irrecevable pour Mego Terzian, président de Médecins sans frontières (MSF), qui rejette toute collusion avec les trafiquants d'êtres humains.

« Inhumain »

L'ONG estime que ce code de conduite n'a été mis en œuvre que «*pour satisfaire l'opinion publique italienne et rassurer les autres membres de l'Union européenne*». Deux mesures sont particulièrement décriées par l'association française : l'impossibilité de transférer les migrants d'une embarcation à une autre et l'obligation d'obtenir l'agrément de plusieurs centres de coordination de secours, au lieu d'un seul, comme c'était avant le cas. Des dispositions qui pourraient entraver l'action de secours, en augmentant les délais de prise en charge. Et ce, alors que le dispositif antérieur auquel souscrivaient les ONG suivait toutes les réglementations. « *Nous respectons les lois maritimes internationales et n'agissons qu'avec l'autorisation, voire à la demande, du centre de gestion de Rome* », ajoute Mego Terzian.

« *La stratégie actuelle est de refouler les migrants vers la Libye. Les dispositifs de surveillance aux abords de son littoral ont été intensifiés. Et les autorités libyennes pourraient obtenir un soutien logistique de la part de l'UE, en matériel et formation* », assure le président de l'ONG. Mais, « *refouler les migrants vers la Libye est inhumain. Nous*

travaillons dans les centres de détention là-bas et les conditions de vie et d'hygiène y sont déplorables. Les migrants ne reçoivent que peu de nourriture et sont souvent victimes de violences et d'abus », déplore Mego Terzian.

Itinéraire

Alors, plutôt que traverser la Libye et risquer de subir des violences et d'être réduit en esclavage, les réfugiés sont de plus en plus nombreux à changer leur route. Les migrants reprennent un ancien itinéraire, celui du Maroc et de l'Espagne. Ils affluent sur les côtes ibériques, alors que leur nombre décline à l'Est. En 23 jours, le nombre de migrants secourus en mer par les équipes de MSF a baissé de manière sensible. Seules 129 personnes ont été récupérées. « *Nous ne disposons pas des chiffres de l'armée italienne, qui prend en charge 70% des migrants au large de ses côtes et n'avons donc pas une vue exhaustive de la situation, mais nos activités régressent* », nuance Mego Terzian.

Le président de MSF estime cependant que les mesures présentées par le gouvernement français pour réduire la durée des procédures administratives et augmenter le nombre de places en centre d'accueil étaient encourageantes. « *Quant à savoir si elles seront réellement appliquées, c'est autre chose.* »

[Cécile Brajeu](#)